

Tribune

« Il faut donner aux médecins toute leur place

dans le pilotage des hôpitaux »

L'appel de 104 chefs de service ou de structure de l'AP-HP*

Un mois après l'initiative de 70 directeurs de départements médicaux universitaires de l'AP-HP alertant dans « Le Monde » sur le manque de moyens de leurs établissements, une centaine de chefs de service parisiens se mobilisent. Ils estiment dans « Le Quotidien » qu'il faut revenir sur la réforme récente de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris et instaurer à la place une cogestion médecins-directeurs. Alors qu'une nouvelle journée d'action est prévue ce mardi (voir p. 4), les signataires assurent que c'est la condition pour que l'hôpital public redevienne attractif. En Île-de-France notamment.

* Signataires (par ordre alphabétique) :

Sophie Abgrall, Homa Adle-Blassette, Matthieu Allez, Malika Amellou, Dany Anglicheau, Bertrand Arnulf, Vincent Audard, Michel Azizi, Elie Azoulay, Martine Bagot, Joel Belmin, Béatrice Berçot, Francis Berenbaum, Philippe Bertheau, Christine Bodemer, Olivier Bouchaud, Didier Bouscary, François Boué, Stéphane Bretagne, Emmanuel Bui Quoc, Laurence Cahen-Doïdy, Sophie Caillat-Zucman, Emmanuel Cambau, Pierre Cattan, Emmanuel Charrier-Kastler, Hugues Chabriat, Olivier Chostdow, André Coste, Charles Court, Stéphane Culine, Jean-Hugues Dalle, Constance Delaengerre, François Desgrandchamps, Hervé Dombret, Didier Dreyfuss, Olivier Drunat, Marc Espie, Albert Faye, Sébastien Froelich, Vincent Gajdos, Philippe Gaulard, Jean-François Gautier, Denis Glotz, Alaa El Ghoneimi, Guy Gorochoy, Olivier Goulet, Patrick Goudot, Cécile Goujard, Christophe Hennequin, Philippe Herman, Olivier Hermine, Stéphane Jaureguiberry, Xavier Jouven, Dominique Joly, Pierre Julia, Christine Katlama, Gilles Kayem, Eric de Kerviler, Jean-Jacques Kiladjian, Amina Lahlou, Jean-Louis Laplanche, Olivier Lambotte, Laurent Lantieri, Céleste Lebbé, Véronique Leblond, Jérôme Le Goff, Claire Le Jeunne, Jean-Daniel Lelièvre, Françoise Le Pimpec-Barthes, Catherine Lubetzki, Jean-Christophe Lucet, Jean-Luc Mainardi, Xavier Mariette, Emmanuel Masmejean, Bruno Megarbane, Pascal Merlet, Jean-Paul Mira, Thierry Molina, Jean-Michel Molina, Laurence Morand-Joubert, Simon Msika, Rémy Nizard, Eric Oksenhendler, Claire Paquet, Yann Parc, Christian Perronne, Stanislas Pol, Pascal Richette, Sabine Sarnacki, Alain Serrie, Danielle Seilhean, David Smadja, Gérard Socié, Olivier Soubrane, Jean Soulier, Felipe Suarez, Eric Tartour, Frédéric Tankéré, Eric Thervet, Catherine Thieblemont, Jean-Marc Treluyer, Florence Tubach, Jean-Christophe Vaillant, Laurence Weiss.

Revoir la loi HPST

Il nous semble de plus, qu'au-delà des moyens, indispensables, c'est la gouvernance des hôpitaux publics qu'il faut changer afin de redonner leur sens à nos actions de soins et de service public.

La réorganisation récente de l'AP-HP, dont la mise en place

laborieuse depuis un an n'est pas encore achevée, nous a éloignés de nos missions et a aggravé les difficultés déjà présentes. Elle se traduit, au sein d'une institution qui nous est chère, par la mise en place de plusieurs échelons administratifs supplémentaires dans la prise de décision, source d'inefficacité et de démobilitation de l'ensemble des soignants.

Il est temps de revenir à des principes de bon sens : il faut de façon concrète revoir la loi Hôpitaux Patients Santé Territoire (HPST) de 2009 pour donner aux médecins toute leur place dans le pilotage des hôpitaux. Les décisions doivent être prises de façon concertée par une équipe composée de médecins et de directeurs, au plus proche du terrain, au niveau de chaque site hospitalier et en

y associant les équipes soignantes des différents services qui représentent les réelles unités opérationnelles de prise en charge des patients.

L'organisation centrale de l'AP-HP devrait être allégée afin d'assurer une bonne coordination entre les établissements, au service d'une stratégie médico-universitaire ambitieuse, et non pas d'une logique essentiellement comptable.

Ce n'est qu'à ce prix que l'hôpital public en général, et l'AP-HP en particulier, retrouveront leur attractivité. Ce n'est qu'à ce prix que les équipes soignantes médicales et paramédicales retrouveront le sens de leurs actions, au service des soins à la population, mais également au service de la formation et de l'enseignement des professionnels de demain et de la recherche médicale.

L'hôpital public est en crise, ce constat est partagé par tous les acteurs de terrain et désormais les plus hautes autorités de l'État. Cette crise est encore plus aiguë à l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris, le plus grand Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Français et Européen, comme en témoigne le nombre élevé de grévistes dans cet établissement.

Le plan « Ma santé 2022, investit pour l'hôpital » est une première réponse apportée par la ministre de la Santé, mais les délais de mise en œuvre et les moyens alloués sont insuffisants face à cette situation d'urgence, comme l'a souligné au niveau national le Collectif Inter Hôpitaux.